

Assemblée du Désert - Dimanche 4 septembre 2022

Allocution historique du professeur Olivier Abel,

Institut protestant de théologie, Faculté de Montpellier.

Après l'approche historique d'Olivier Millet, je proposerai une approche philosophique. Il s'agira d'abord de tenter de comprendre ce qui se passe, lorsque nous faisons acte de mémoire, ou bien lorsque nous laissons partir le passé dans l'oubli : n'y a-t-il pas des pathologies de la mémoire et de l'oubli ? Il s'agira ensuite de revenir à nous aujourd'hui, commémorant la Saint-Barthélemy : faut-il le faire, pourquoi le faire, qu'en faisons-nous ? Que faisons-nous de ceux qui ont été et qui sont disparus, happés par les violences de l'histoire, comment honorer leur mémoire singulière ? Mais que faisons-nous aussi à ceux qui s'appêtent à exister, et qui voudraient paraître dans un monde hospitalier, délivré des terribles répétitions du malheur ?

Notre vieille société est depuis quelques décennies frappée d'une maladie de la mémoire, d'un trop de mémoire, d'un trop plein de commémorations. Nous parcourons de manière rituelle, à intervalles réguliers, les mêmes moments et monuments de mémoire, dans l'horreur ou dans la célébration. Qu'y a-t-il au centre de nos sociétés aujourd'hui ? non plus les Arènes, ni la Cathédrale, ni l'Hôtel de Ville, ni même la gare de chemins de fer, mais le Musée et le patrimoine — le Capital lui-même est devenu d'abord une immense exposition universelle, un Disneyworld, un patrimoine à adorer en masse, dont la quintessence se concentre dans de prestigieuses collections. Le Musée, c'est la Récapitulation, la fin de l'histoire, l'Arche de Noé où tout sera conservé et préservé. Et au sommet de la condition humaine moderne, nous trouvons la condition touristique comme idéal, comme voyage sans fin et surplomb infini de toutes les vies possibles, comme si l'on pouvait toutes les choisir tour à tour, comme si c'était là l'accomplissement de l'humanité. Nous sommes, plus encore qu'à l'époque de Malraux, à l'âge du *Musée imaginaire*, car avec la mémoire numérique « on peut tout sauver » (publicité informatique) ! Les immenses entrepôts de sauvegarde numérique sont nos temples les plus sacrés. Cette grande computation mémorielle universelle, accomplissement du grand marché planétaire, serait la grande Réconciliation, la Fin de l'histoire.

De l'autre côté, au contraire (mais peut-être est-ce exactement concomitant), on a une société où l'on jette facilement, où l'on ne répare rien, où l'on oublie tout. Une société où l'on est obligés d'aller toujours très vite, et donc obligés pour aller de l'avant de larguer, de jeter du lest, d'oublier vite, de ne pas se laisser trop retarder par la mélancolie ni le deuil. Nous sommes emportés par un mouvement général d'amnésie, simplement parce que l'on ne peut pas s'alourdir inutilement et s'encombrer de passés devenus inutiles, de liens et de fidélités qui nous plombent, de traditions et d'héritages trop pesants. C'est la rançon de notre idéal d'émancipation. L'accélération des permutations, des virtualisations, des échanges, induit des ruptures de mémoire. On a brisé les canalisations de la transmission, réduites à des traditions dépassées. Et puis tout accroissement dans les capacités de mémoire est un accroissement dans les capacités et la nécessité de l'oubli. Il n'y a plus de traces inintentionnelles : ne reste que ce qui a été sélectionné et choisi. Le reste, le non-choisi, c'est l'inerte et le mort. Vivre, c'est choisir, cueillir le moment, et oublier le reste, le lâcher, le laisser tomber.

La surprise de cette double évolution, c'est que les deux versants se combinent et se renforcent mutuellement, comme le double symptôme d'un seul et même processus. Récapitulant les deux

aspects de notre question, Ricœur commençait *La mémoire, l'histoire, l'oubli* (2000) en écrivant : « Je reste troublé par l'inquiétant spectacle que donne le trop de mémoire ici, le trop d'oubli ailleurs, pour ne rien dire de l'influence des commémorations et des abus de mémoire et d'oubli. L'idée d'une politique de la juste mémoire est à cet égard un de mes thèmes civiques avoués » (p.1). Mais comment revenir, ici et là, à un juste milieu, à une juste mesure ? Comment tenir la balance entre les deux plateaux de la nécessité de commémorer, contre l'amnésie consumériste, et du besoin d'oublier, contre la momification muséale de l'histoire ? Creusons encore un peu notre double interrogation pour saisir d'abord ce qu'il y a de profondément légitime des deux côtés, et le démarquer de notre double pathologie des abus de mémoire et d'oubli.

Il faut certes penser le bon usage de l'oubli. « Un homme qui serait absolument dépourvu de la faculté d'oublier ne croirait plus à son propre être » écrivait Nietzsche dans sa considération sur l'inconvénient de l'histoire pour la vie. Son coup de génie a été de distinguer une histoire malade, celle du ressentiment, et une histoire vivante et active, capable d'agir et capable d'oublier, capable de faire la sélection, de faire le tri. La fonction de la mémoire est non de conserver mais de repousser le passé, de manière à ce que nous ne soyons pas submergés par les traces du passé. Au fond c'est la puissance du présent vivant que de donner au passé sa forme, de le recréer sans cesse, de se donner le passé dont notre présent a besoin. Nietzsche encore : « Ce n'est que par la plus grande force du présent que doit être interprété le passé ». C'est cela qui peut nous délivrer du mal, de la répétition perpétuelle du ressentiment, du sentiment que le disque est rayé : cette maladie de la mémoire nous enferme dans le sortilège infernal d'un passé qui ne passe plus, qui ne peut que se répéter, dont nous célébrons, nourrissons et dorlotons le ressentiment, à force de nous le re-raconter, comme une histoire qui n'a plus rien à voir avec ce qui s'est vraiment passé, mais à laquelle nous nous identifions, et qui devient sans issue.

Il faut pourtant penser le bon usage de la mémoire. Une mémoire qui ne soit pas une mémoire postiche, malléable, révisée à volonté par un présent trop puissant : car notre époque est « présentiste », et nous devons mesurer les énormes moyens, à la fois industriels et artistiques, dont dispose le présent pour refigurer un passé qui ne peut pas résister, et le remanier à volonté. Milan Kundera avait écrit : « Un jour toute la culture passée sera complètement réécrite et complètement oubliée derrière son rewriting » (*L'art du roman*, Gallimard 1986, folio, p.171). Partout où il y a des bouts de mémoire vive un peu plus longs que nos petites vies individuelles (ce peut être une vieille maison racontée, des vieux cantiques, une littérature transmise avec passion), il y a résistance à ce présentisme. Car ce qui est liquidé, dans cette apologie de l'oubli comme libération de tout passé, c'est l'idée que nous sommes des sujets parlants, héritiers d'un langage qui nous précède de toute part, que les fragiles paroles (pactes et promesses, contes et récits, proverbes et pardons), *demeurent*, qu'elles enjambent les générations, qu'elles sont comme des abris plus durables que nous-mêmes, comme des vaisseaux qui nous portent sur les vicissitudes du temps.

Munis de ce double cap, nous pouvons enfin nous poser la question : faut-il commémorer la Saint-Barthélemy ? Oui, sans doute, pour faire mémoire de l'horreur passée, qui appartient certes à un cycle de violences commencé bien avant et qui ne s'y est pas terminé, mais qui a quelque chose d'unique, d'incomparable, d'asymétrique, et en ce sens d'imprescriptible. Même aujourd'hui, avec la distance historique, la relativisation peut devenir une facilité, une manière de rouler l'histoire dans la farine. La rhétorique du « tous coupables, tous responsables, tous méchants » est indécente. Comme s'il n'y avait pas dans cette histoire une asymétrie terrible entre majorité et minorité, entre forts et faibles. Il vaudrait presque mieux l'exclamation de

l'ultra-catholique Léon Bloy dans son *Exégèse des lieux communs*, entendant le reproche que la Saint Barthélémy aurait fait des centaines de milliers de morts : « Plût au ciel » ! Au moins c'est plus drôle, plus piquant. Dans cette terrible histoire il y a deux scènes, l'une plus religieuse, et l'autre plus politique, mais qui disent ensemble quelque chose d'important à propos de la société française. La première nous demande de comprendre la panique religieuse, pour la majorité restée « catholique », d'avoir à côté de soi, et jusque parmi ses proches, des gens aussi dépourvus d'angoisse religieuse. Auraient-ils pactisé avec le Diable ? Ceux qui vivent le désangoissement apportés par la prédication de la Réforme ne perçoivent pas l'effroi de ceux qui les voient ne plus aller à la messe, ne plus participer aux processions et pèlerinages, et quitter ainsi le corps mystique de l'Eglise. La seconde raconte comment une toute jeune France océanique, mineure et dans l'enfance encore, a commencé à la Saint-Barthélemy à être expulsée par la France de majoritaire de l'intérieur — son exil jettera le feu de la révolte dans les Provinces Unies. Et cette histoire ira jusqu'à la chute de la Rochelle, jusqu'à ce que l'armée de Louis XIII et de Richelieu écrase dans le sang de tous les habitants la résistance de Privas, brûle le domaine voisin du Pradel d'Olivier de Serres et en scie tous les arbres à la racine comme pour en extirper la menace — et jusqu'aux dragonnades. Comment oublier cette longue suite d'abus de force d'un Etat-Eglise qui ne supportait pas jusqu'à la plus faible contestation de son monopole absolutiste ? Oui, les conséquences de la Saint-Barthélemy, de l'assassinat de l'amiral Coligny, et de tous les autres, ces hommes, ces vieillards, ces femmes, ces enfants, sont incalculables, et inoubliables.

Et pourtant, il y a un temps pour l'oubli, pour l'apaisement des mémoires dans la distanciation d'une histoire commune. Déjà l'Edit de Nantes (en 1598, soit 26 ans de guerre et une génération plus tard) avait pris ce parti, avec une grande sagesse politique : pour arrêter la guerre de religion et rétablir la paix, il est *interdit* de rappeler les malheurs passés ! Pourquoi dis-je qu'il y a là une grande sagesse politique ? Pourrait-on parler d'un devoir d'oubli comme on parle de devoir de mémoire ? Qui peut commander en ces matières-là ? Certes le malheur a eu lieu, on sait d'expérience combien les humains ont une capacité terrible, abominable, à faire leur propre malheur : et pourtant il y a un temps pour arrêter le malheur, ne pas le répéter, ne pas le venger, descendre de nos grands chevaux et tout faire pour se réinstaller dans une cohabitation, même fragile, en nous désarmant, en nous déprotégeant, en acceptant notre vulnérabilité mutuelle. Une société où il n'y aurait jamais d'amnistie, jamais de prescription, où la justice se souviendrait interminablement de tout, serait sans cesse rongée par les deuils et les rancœurs du passé. C'est une société où la mémoire des morts hanterait le présent au point de ne plus faire aucune place aux nouveaux-nés. Or si les enfants des victimes sont encore, parfois, victimes, les enfants des coupables ne sont pas coupables, surtout dans un contexte où bien des coupables étaient aussi des victimes. Les uns et les autres doivent d'ailleurs se déplacer pour prendre la responsabilité éthique et politique du futur, et rompre avec le cycle du malheur, tant subi qu'agi. La justice vise à arrêter les responsabilités pour les sanctionner, certes, mais sa visée à long terme est de restaurer la paix civile.

Attention cependant : l'amnistie n'est pas l'amnésie ! L'amnésie est le symptôme d'un malheur tellement profond et douloureux que refoulé, et dont on ne *peut* pas se souvenir. Et puis l'amnistie est une annulation des poursuites pénales (en punitions et réparations), mais non pas une annulation des responsabilités éthiques et politiques. Au contraire, elle est tournée vers le futur, et son message essentiel est de faire en sorte que « plus jamais cela ». Une société où, au nom des nouveaux-nés, on jetterait les morts aux oubliettes, à coup de bulldozers et de grands films numériques nous refabriquant un passé totalement merveilleux ou totalement abominable, serait une société amnésique, où les morts bientôt reviendraient hanter les vivants. Commémorer, dans le temps de la prescription où le mal est depuis longtemps fini, c'est d'une part re-présenter

le passé comme ce qui « a été », et le plus possible *tel qu'il a été*, dans sa complexité ; et d'autre part le mettre à distance comme ce qui « n'est plus », ce qui est fini. C'est ici le sens d'une telle commémoration, non pour rendre le passé perpétuel, mais au contraire pour répéter que c'est fini, que c'est bien fini.

Nous pensions ici parvenir au terme de ce parcours méditatif, mais l'actualité nous relance comme un aiguillon : est-ce bien fini ? L'époque de Louis XIV a connu ce que le philosophe Pierre Bayle appelait ironiquement « La France toute catholique » (toute ? non, aurait dit Goscinnny... il y avait encore quelques villages rebelles qui tenaient entre leurs mains l'honneur du pays). Notre époque actuelle connaît le puissant renouveau d'une France « toute laïque », dans un sens en effet bien nouveau de la laïcité, et qui semble soudain souder une droite extrême qui fut bien longtemps anti-laïque ! Dans cette étonnante volte-face, on retrouve cette identité unanime d'un corps social presque royal (le peuple souverain), et presque mystique, sinon la panique face à ce qui menace l'union sacrée, et qui était déjà à l'œuvre au moment de la Saint-Barthélemy — en ces temps-là déjà, la Ligue avait un rêve bien plus politique que théologique. C'est là encore le creuset de notre nationalisme le plus terrible, le plus sacrificiel, et d'ailleurs le plus athée, et dont la France a su donner si « magnifiquement » l'exemple à tant des « nations » du monde moderne et contemporain, devenues à leur tour opératrices de purifications ethniques, ou religieuses, ou politiques ! Non, en ce sens-là, rien n'est fini.

Rien n'est fini : ce que je sens, de toute ma mémoire et mon oubli vifs et mêlés, ce que j'éprouve et ce que je redoute, c'est la capacité de notre société à fabriquer lentement en son sein un corps étranger, pour l'expulser puisqu'il ne se laisse pas entièrement digérer et assimiler. Certaines de nos banlieues sont moins intégrées qu'elles ne l'étaient il y a trente ans, non parce que nous recevons trop d'étrangers, mais parce que nous fabriquons des étrangers avec nos propres enfants. C'est la même alternative à laquelle les diaspora et minorités juives ont dû naguère se plier, tombant à leur tour sous la coupe d'un nationalisme inédit. Ce que je vois venir et se préparer, de plus en plus puissamment et aveuglément, ce sont de nouvelles Saint-Barthélemy. Chaque société a son « péché originel », celui qui marque sa naissance, ou du moins l'une de ses origines. Par exemple l'esclavagisme des noirs pour les USA. Pour la France qui a trouvé sa forme primitive lors du sacrifice fondateur que fut la Saint-Barthélemy, c'est bien là son péché d'origine, le spectre qui la hante et qui revient de temps en temps la hanter. Les protestants français d'aujourd'hui ne sont plus en rien des victimes, mais nous sommes responsables, avec d'autres, et d'abord avec nos sœurs et frères catholiques, de faire en sorte que ce soit bien fini, que cela ne recommence pas. Telle est notre tâche de vigilance.